

Quittons cela pour l'instant, et passons au rescapage de Massey-Ferguson. Je dirai au député que c'est justement cela qu'il faut éviter si l'on veut avoir et conserver une industrie du matériel agricole qui soit viable. Ce qu'il fallait, c'était que les agriculteurs aient plus de revenus en poche pour pouvoir acheter des machines. Quand les agriculteurs n'avaient pas les moyens de les acheter, il n'y avait guère de raison de faire tourner les usines. Les changements apportés au tarif du Corbeau ont privé d'argent les agriculteurs. C'est ce que nous avons toujours dit. On ne peut pas modifier le tarif du Corbeau, demander aux agriculteurs de consacrer une part plus grande de leur revenu disponible au transport ferroviaire, et compter qu'ils auront en plus l'argent qu'il leur faut pour acheter de nouvelles machines. Voilà pourquoi nous nous sommes opposés à ces changements.

Je soutiens que financer le développement du réseau de transport en modifiant le tarif du Corbeau, c'était annuler non pas entièrement mais en grande partie les efforts que font la majorité des gens pour créer des emplois. C'était contrarier l'action que nous avions entreprise pour essayer de stimuler l'industrie. Le gouvernement avait une idée en germe, mais il n'a pas su l'appliquer.

● (1210)

Je signale une autre chose en terminant, et c'est la plus importante. S'il y a eu une chute de la création d'emplois au pays, même en tenant compte de l'influence de la conjoncture internationale, c'est à cause pour une bonne part des taux d'intérêt très élevés. Le député a demandé si je suis d'accord pour consacrer l'argent nécessaire au lancement de ces grands travaux. Je réponds oui. Je suis d'accord pour qu'on dépense l'argent nécessaire. En ce qui concerne l'habitation, si nous construisions 100,000 logements en créant 280,000 emplois, chaque sou investi reviendrait sous forme soit d'hypothèque, soit de loyer. En outre, 280,000 personnes antérieurement en chômage travailleraient et paieraient des impôts. Les entreprises qui fabriquent les matériaux, qu'il s'agisse de bardeaux ou de robinets, travailleraient et paieraient des impôts.

J'estime qu'investir dans cette industrie ou dans le pipe-line, qui aurait les mêmes avantages à long terme, ou dans n'importe quel de ces autres travaux dont j'ai parlé, c'est la façon de redonner du travail aux gens pour qu'ils paient des impôts. Cela augmentera la confiance et réduira la charge de la dette publique.

Le président suppléant (M. Guilbault): La parole est au député de Mission-Port Moody (M. St. Germain). Le député d'Eglinton-Lawrence (M. de Corneille) invoque le Règlement.

M. de Corneille: Monsieur le Président, je croyais que nous devions entendre au premier tour un député de chaque parti.

M. Deans: Il s'agit d'une question.

M. de Corneille: En sommes-nous toujours à la période des questions?

M. St. Germain: Oui, d'une question.

Les subsides

Le président suppléant (M. Guilbault): Nous en sommes toujours à la période des questions. Je ne vois pas pourquoi la Présidence ne pourrait pas accorder la parole à un député ni désirer poser une question. La parole est au député de Mission-Port Moody.

M. St. Germain: Monsieur le Président, le député a déclaré que nous ne pouvons pas créer d'emplois. Pourquoi les gens ont-ils besoin d'un emploi?

M. Deans: Pour s'assurer un revenu.

M. St. Germain: Pour s'assurer un revenu. Voilà exactement ce qu'il a dit.

M. Deans: C'est exact.

M. St. Germain: Il propose de raccourcir la semaine de travail. Je conviens avec lui que nous allons devoir partager. Nous avons déjà raccourci la semaine de travail dans les années 50, 60 et 70. Comment le député peut-il proposer pareille chose alors qu'il sait que le secteur de la petite entreprise, que j'ai quitté il y a neuf mois à peine, est dans une situation très précaire? C'est ce secteur qui crée des emplois.

Le député a fait un excellent discours, mais il n'a pas dit comment nous allons stimuler le moteur de la croissance économique, c'est-à-dire la petite entreprise. Il prétend que nous devons raccourcir la semaine de travail. Je lui demande comment nous allons stimuler la croissance afin que les petites entreprises puissent se permettre de le faire. Je conviens que certaines grosses sociétés en ont les moyens, mais comment les petites entreprises le pourraient-elles?

M. Deans: Monsieur le Président, je serai très bref. Tout d'abord on peut très bien dire que la création d'emplois est impossible tout en examinant le travail à faire et en se mettant à la tâche. C'est ainsi que l'on procure des emplois aux gens. Le député reconnaîtra je pense, qu'il n'y a là aucune contradiction.

Pour ce qui est d'abrégé la semaine de travail, beaucoup de gens s'y opposent en invoquant essentiellement le même argument qu'ils ont fait valoir lorsqu'elle a été réduite par le passé. Même s'il s'agit d'un argument assez séduisant, il ne tient pas vraiment debout, à long terme. Si nous pouvons stimuler l'activité économique par divers moyens comme je le crois possible, si nous pouvons réduire les coûts de production en stabilisant les taux d'intérêt et si nous pouvons stimuler la petite entreprise grâce à des programmes de grands travaux, les PME accepteront volontiers de raccourcir la semaine de travail. Les rangs des travailleurs s'en trouveront élargis, plus de gens achèteront des biens de consommation et joueront un rôle actif dans la société. Tels seront les avantages à long terme.

Personne n'ira dire, je pense, qu'il faut raccourcir la semaine de travail du jour au lendemain. Nous devons le faire de façon systématique et graduelle en reconnaissant que cela peut avoir certaines conséquences fâcheuses, mais qu'il est également possible de stimuler ainsi l'économie grâce à l'afflux de nouveaux capitaux dans les petites entreprises.